Franchises sportives

M. Gilbert Parent (Welland): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à dire au député de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn) que j'appuie son idée. Je dirai même ma conviction qu'étant donné la nature du sport, c'est-à-dire le hockey—même si nous disons que la crosse est notre jeu national—il est bien connu, je pense, qu'à deux ou trois ans tous les enfants du Canada savent patiner aussi bien que marcher. Je trouve qu'il faudrait non seulement avoir une équipe à Saskatoon, mais envisager que chaque capitale provinciale à peu près ait sa propre équipe représentative.

Ce dont il s'agit cet après-midi avec le projet de loi C-690, monsieur le Président, c'est, bien sûr, de nous occuper d'un cas particulier. Je pense que le député a tout à fait raison de présenter ce projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions en matière de sport professionnel.

Pour ma propre gouverne et celle de la Chambre, je voudrais tenter de préciser comment ce projet de loi modifiera la loi en général et je soulèverai peut-être quelques questions. Je sais que je ne pourrais pas les traiter à fond, mais certains de mes collègues pourront y revenir dans leur intervention cet après-midi.

Nous savons tous que le député s'intéresse à la question depuis que la LNH a décidé en mai dernier de ne pas autoriser un groupe de Saskatoon à acheter l'équipe des Blues de St-Louis pour la faire évoluer dans le nouveau stade qu'il se proposait de faire construire dans cette ville. Bien entendu, il voulait que la ville soit dotée d'une équipe de hockey. Ce serait une excellente chose pour la ville. A mon avis, ce serait bon pour les affaires et Saskatoon ne pourrait qu'en bénéficier.

Je sais que de nombreux citoyens de la Saskatchewan et d'ailleurs sont fort déçus, moi le premier. De fait, certains d'entre eux sont exaspérés parce qu'ils estiment que la ligue s'est montrée arbitraire et tyrannique. De nombreux Canadiens, notamment de la Saskatchewan mais aussi d'autres régions canadiennes, ont écrit à l'ancien ministre de la Commission et des Corporations pour exprimer leur inquiétude à l'idée que notre sport national restera entièrement entre les mains d'une poignée de gens qui pourront décider quels citoyens d'une province—qui a, comme le député l'a souligné, donné à ce jeu de nombreuses vedettes—seront autorisés à appuyer leur propre équipe de la Ligue nationale.

De toute évidence, il y a lieu d'invoquer la loi relative aux enquêtes sur les coalitions au sujet des concentrations de pouvoir préjudiciables aux Canadiens en général ou à certains d'entre eux. Mon collègue, sauf erreur, ne trouve rien à redire à cette proposition. Telle est précisément la portée de la loi et c'est pourquoi, dès 1889, le Parlement a jugé qu'il fallait légiférer sur la question des monopoles et des autres pratiques restrictives. La loi actuellement en vigueur ne permet pas de faire enquête dans des situations de ce genre, plus particulièrement sur l'initiative de la LNH dans ce cas-ci.

• (1700)

Le directeur des enquêtes et recherches qui, aux termes de la loi, est chargé de diriger les enquêtes, a conclu qu'une enquête s'imposait et il a agi en conséquence. Il a ordonné la tenue d'une enquête qui est actuellement menée aux termes de l'article 33 de la loi; je vois le député qui hoche la tête, et il s'agit en effet de l'article qui traite des monopoles. La loi définit le monopole en ces termes:

... une situation dans laquelle une ou plusieurs personnes contrôlent, pour une grande part ou complètement, dans tout le Canada ou quelque'une de ses régions, la catégorie ou l'espèce d'entreprise à laquelle se livrent ces personnes, et ont exploité ou semblent devoir exploiter cette entreprise au détriment ou à l'encontre de l'intérêt du public...

Le directeur poursuit l'enquête et, quand il aura rassemblé tous les éléments de preuve, il devra décider si la Ligue nationale de hockey a enfreint cette disposition concernant les monopoles. S'il aboutit à cette conclusion, il peut alors transmettre le dossier au Procureur général qui devra décider s'il y a lieu d'intenter des poursuites contre la ligue devant les tribunaux. Pour le moment, nous ignorons naturellement quels seront les résultats de cette enquête, mais il est clair que la loi actuelle autorise la tenue d'une enquête sur cette décision prise par la Ligue nationale de hockey, qui préoccupe le député et tant d'autres députés à la Chambre.

Je signale également que l'amendement proposé par le député ne modifierait nullement la situation concernant la proposition du groupe de Saskatoon, ni l'enquête actuellement en cours. La raison en est bien simple. On ne peut modifier la loi de manière à ce qu'elle s'applique rétroactivement. Le geste posé par la ligue en mai dernier, quand elle a rejeté la demande de licence du groupe de Saskatoon, était légale ou illégale aux termes de la loi actuelle. C'est ce que l'on cherche à déterminer par l'enquête en cours. A mon avis, toute modification que la Chambre pourrait apporter à la loi ne s'appliquerait nullement à cette affaire.

Je suis certain que le député espère que les amendements qu'il propose garantiraient à l'avenir que la Ligue nationale de hockey ou toute autre ligue de sport professionnel serait consciente que leur décision à propos d'une demande de licence serait assujettie à la loi. Toutefois, il n'est pas du tout évident, madame le Président, que les amendements proposés auraient effectivement ce résultat. Je m'explique.

L'article de la loi actuelle qui traite expressément du sport professionnel est l'article 32.3. Voici le passage de cet article qui énonce dans quelles circonstances il y a infraction:

32.3 (1) Quiconque complot, se coalise ou conclut un accord ou arrangement avec une autre personne

a) pour limiter déraisonnablement les possibilités qu'a une autre personne de participer, en tant que joueur ou concurrent, à un sport professionnel ou pour imposer des conditions déraisonnables à ces participants,

ou

b) pour limiter déraisonnablement la possibilité qu'a une autre personne de négocier avec l'équipe ou le club de son choix dans une ligue de professionnels et, si l'accord est conclu, de jouer pour cette équipe ou ce club.